

DIMANCHE 7 JUIN :



★
**FRONT
DE GAUCHE**
Pour changer d'Europe

VOTEZ

Jacky

Hénin

député européen

7 JUIN
UN SEUL
TOUR

vu, le candidat.

liste de rassemblement soutenue par

le Parti Communiste Français
le Parti de Gauche, la Gauche unitaire



Parti de
Gauche



Plus que quelques jours pour convaincre

Plus que quelques jours. Il ne reste plus que quelques jours pour convaincre et créer la surprise et faire en sorte que le maximum de députés combattifs soient élus au Parlement Européen. Le 7 juin peut être un grand jour pour les peuples.

L'Europe, elle s'est faite sans nous et contre nous. Sans nous, car l'opacité dans laquelle se prennent les décisions qui impactent pourtant notre vie de tous les jours est pour le moins antidémocratique. Contre nous car les rares fois où les peuples ont eu la parole en Europe, celle-ci a été bafouée.

Nous désapprouvons la façon dont s'est construite l'Europe et nous voulons une autre Europe. C'est pour cela que nous avons souhaité un large rassemblement de la gauche combative aux élections Européennes. Le « Front de Gauche pour changer d'Europe » s'est constitué pour être le porte-voix du peuple.

Plus forts, plus nombreux, nous devons montrer notre exigence de changement, en France et en Europe. La crise montre que les politiques capitalistes sont un échec et aggravent nos difficultés.

Le 7 juin, c'est le jour où nous prolongerons dans les urnes nos luttes quotidiennes pour l'augmentation des salaires, contre la politique de la droite qui nous étrangle chaque jour un peu plus. Candidate au côté de Jacky HENIN, je sais qu'il sera le **porte-parole efficace pour relayer vos colères et vos espoirs au Parlement Européen.**

Nathalie NAIL

Membre du Conseil Départemental



Candidate sur la liste conduite par Jacky HENIN

✓ PAGE 2:

Edito

✓ PAGE 3:

L'Europe en débat

✓ PAGE 4-5 :

Dossier spécial Elections européennes : décryptage du traité de Lisbonne. Les conditions sont-elles réunies pour créer la surprise le dimanche 7 juin ?

✓ PAGE 6 :

En bref...

Tour de Seine-Maritime à la rencontre des salariés victimes de la crise.

✓ PAGE 7:

Les députés communistes ont présenté leurs propositions de loi le 28 mai dernier.

✓ PAGE 8:

Ripostes :

- ils ont osé le dire
- Billet d'humeur



N°68

Daté du 27/05/2009

Lettre d'information éditée par la fédération de Seine-Maritime du Parti communiste français

Directeur de la publication : Daniel Lallier

Rédacteur en chef : Claude Etienne

Imprimerie : SNEIP Saint-Etienne-du-Rouvray

Tel 02 35 07 89 80

Courriel : Avenir@pcf76.fr

Abonnement annuel : 25 €

Prix au numéro : 0,60 €

N° CPPA : 0710 P11480 ISSN : 0338-0645

ont collaboré à ce numéro : Aurélien

Lecacheur, Nadine Dalibert

Une autre Europe est possible !

Des meetings et des débats partout dans le département pour faire avancer les idées du front de gauche



Meeting-débat de Rouen, le 6 mai, à la halle aux toiles, plus de 200 personnes présentes

Le débat avec la salle a été particulièrement riche, l'industrie du nucléaire, la lutte exemplaire des enseignants-chercheurs, des étudiants, la réussite du front de gauche une nécessité, services publics, l'Europe et les jeunes



Antonion d'Almeida, candidat Renault distribue plus de profits aux actionnaires que de bénéfices déclarés! Les équipementiers automobiles sont dans une situation pire encore que les constructeurs.. Sarkozy est en droite ligne du traité de Lisbonne : universités, hôpitaux, plan de relance pour les grosses entreprises, suppression de la taxe professionnelle, il y a mutualisation des pertes et privatisations des profits !

Changer d'Europe, c'est la question posée par les syndicats européens. Et seul le front de gauche s'est prononcé contre le traité de Lisbonne

Michelle Ernis, 2eme de la liste front de Gauche, a expliqué pourquoi elle était pour l'unité, sans nier les divergences existant entre les diverses composantes du front de gauche, mais pour elle les points communs existent : services publics, SMIC à 1600 euros et surtout Le NON de 2005 qui est un énorme acquis pour dire oui à une autre Europe. Les réponses seront dans les luttes et les élections du 7 juin



Viviane Simon, candidate parti de gauche «Je veux que l'on respecte mon vote NON de 2005 !».

Elle dénonce ensuite la violence au travail, avec 2 morts par jour, les suicides récents dans la sous-traitance nucléaire. La violence est du côté patronal ! Il faut un bouclier social !



Pascal Langlois, MRC76, «L'Europe doit rompre avec l'atlantisme et favoriser la paix et le droit international»

Céline Bruhin, première secrétaire pcf76, « le vote du 7 juin c'est la manière la plus utile pour donner un double carton rouge à Sarkozy, contre sa politique et contre le traité de Lisbonne

Il reste quelques jours pour déclarer la mobilisation générale contre l'E

Avec Jacky HENIN et les candidats de la liste

Créons la surprise



**« Le 7 juin,
on réclame
l'augmentation
des salaires ! »**

« Voter pour la liste que je conduis le 7 juin permettra d'élire de nouveaux députés qui viendront renforcer le groupe auquel j'appartiens au Parlement Européen, pour que vos exigences et vos espoirs puissent être relayés.

Le 7 juin, c'est aussi l'occasion d'attribuer un double carton rouge à Sarkozy, contre sa politique et contre les décisions néfastes qu'il a fait prendre lorsqu'il a présidé l'Europe. Allongement du temps de travail, libéralisations. Rappelez-vous que Sarkozy est le père du Traité de Lisbonne, copie conforme de la constitution que nous avons rejeté en 2005.

Ce sera l'occasion de réaffirmer notre opposition à ce traité qui n'est toujours pas appliqué. Si les forces qui promeuvent ce traité arrivent en tête le 7 juin, cela donnerait un élan considérable à Sarkozy pour continuer sa politique.

Le 7 juin, c'est aussi le jour où on réclame l'augmentation des salaires en France et en Europe, avec l'instauration d'un SMIC européen, un dispositif de blocage des licenciements et la mise en place d'une sécurité emploi formation.

Chaque voix va compter le 7 juin. Avec mes colistiers, je compte sur votre soutien, et sur votre vote pour la liste «Front de Gauche».

Jacky HENIN

Le 29 mai 2005. 20h00. Le résultat du référendum agit comme un coup de tonnerre. Le projet de constitution européenne, qui faisait l'objet d'un vaste consensus UMP-PS-Verts-MEDEF, est rejetée à près de 55%. Le bel ordonnancement élaboré par une convention présidée par l'ancien Président de la République Giscard D'Estaing et composé principalement d'élus de droite et sociaux démocrates s'effondre.

La campagne référendaire, ce fut le combat de David contre Goliath. Le «NON» de gauche était porté par le PCF, des dissidents socialistes, l'extrême gauche et une partie des Verts. 6 mois avant, lorsque les sondages donnaient le OUI gagnant à plus de 60%, qui pouvait prédire la victoire du NON ? Le combat, inégal, a vu finalement l'intelligence citoyenne surpasser la force de frappe médiatique. Les citoyens ont débattu de ce texte, un mouvement de rejet majoritaire s'est constitué.

La crise du capitalisme et des politiques néolibérales a donné raison à ceux qui dénonçaient la théorisation des dérèglementations, du recul de l'Etat, le dogme de la concurrence libre et non faussée. D'autres peuples ont depuis rejeté l'eurolibéralisme.

C'est pour donner corps aux aspirations de la majorité du peuple de gauche à réorienter la construction européenne, à construire une Europe Sociale, que le PCF a proposé de construire ce «front de gauche pour changer d'Europe», rejoint par le PG, la Gauche Unitaire issue du NPA et République et Socialisme issu du MRC.

Des dizaines de militants de gauche, dans leur diversité, des responsables syndicaux, des personnalités du monde culturel et universitaire ont apporté leur soutien.

Dimanche 7 juin, le peuple a les cartes en mains. En créant la surprise, il peut fragiliser Nicolas Sarkozy et affirmer le refus des politiques libérales en France et en Europe.

Europe libérale, pour exiger une autre politique en France et en Europe... le «Front de Gauche pour changer d'Europe» le dimanche 7 juin !

Personne n'en parle et pourtant... Mais que recèle le traité de Lisbonne ?

Concurrence libre et non faussée, casse des services publics, casse de la protection sociale : le traité de Lisbonne aggraverait la situation des peuples européens s'il venait à être adopté. Le refus des Irlandais bloque le processus d'adoption. Jusqu'à quand ? Décryptage d'un traité qui reporte à plus tard le mythe de «l'Europe sociale».

Les deux principaux traités européens en vigueur sont le traité de Maastricht signé en 1992 et le traité de Rome signé en 1957. Modifiés à de multiples reprises, la substance libérale de ces deux traités n'a pas changé. Elle s'est même aggravée avec le temps. La constitution européenne devait réactualiser les différents traités, sans succès puisqu'elle a été rejetée en 2005 par les Pays Bas et la France. Mais le traité de Lisbonne aujourd'hui sur la table reprend la politique de la défunte constitution. Illisible, présenté sous forme de centaines d'amendements, ce traité montre une fois de plus que les dirigeants européens ne veulent pas que les citoyens se mêlent de l'Europe.

Depuis deux décennies, comme le stipule l'article 26 du traité sur le fonctionnement de l'UE, «*le marché intérieur comporte un espace sans frontières intérieures dans lequel la libre circulation des capitaux est assuré.*» En conséquence, comme l'indique l'article 63, «*toutes les restrictions aux mouvements de capitaux entre les Etats membres et les pays tiers sont interdites*» et l'Union est invitée à légiférer pour réaliser cet objectif.

Cette liberté de circulation des capitaux implique, selon l'article 58, «*la libération des services, des banques et des assu-*

rances.» Ces dispositions strictes consacrent la liberté totale des marchés financiers et empêchent toute atteinte aux flux de capitaux.

C'est le socle même du traité de Lisbonne ! Pour preuve, l'article 119 indique que «*l'action des Etats membres et de l'Union comporte l'instauration d'une politique économique conduite conformément au respect d'une économie de marché où la concurrence est libre.*»



Ainsi, services et entreprises publiques sont soumis à ce système. Tous les domaines de l'économie et tous les besoins humains sont soumis aux règles d'un marché autorégulé par une «*concurrence pure et parfaite*»... La main invisible érigée comme modèle alors que c'est cette même politique qui a conduit à la crise que nous connais-

sons.

D'autre part, le traité de Lisbonne consacre les pleins pouvoirs de la Banque Centrale Européenne. Cette dernière, indépendante, est seule maître à bord ! Dans le même temps, son unique objectif, à travers sa politique monétaire, consiste à lutter contre l'inflation. Conséquences : elle agit avec détermination sur la modération salariale avec une obsession sans bornes pour l'euro fort, autant d'aspects qui handicape les exportations européennes.

Au nom de ce dogme, ni la croissance ni l'emploi ne figure dans les missions de la Banque Centrale. En revanche, il est prévu qu'elle offre son appui aux marchés financiers en mettant à sa disposition les liquidités dont il a besoin. Cerise sur le gâteau : ces opérations ne sont assorties d'aucune conditions sur la destination des crédits.

De l'argent distribué sans contrôle aux capitalistes européens ? Ces derniers pouvaient-ils rêver mieux ?

C'est contre cette politique que Jacky Hénin continuera de se battre au Parlement Européen, avec les députés du «Front de Gauche» qui seront élus avec lui.

TOUJOURS MOBILISÉS, LES AGENTS DU SECTEUR DE L'ÉNERGIE.

Le 7 mai : Participation au rassemblement à Evreux, la direction refusant toujours de répondre aux revendications salariales, elle préfère faire appel aux huissiers sur les sites six fois par jour, même le dimanche et recourir aux vigiles sur certains sites.

Et cela au moment où des agents sont convoqués à la direction. L'après-midi, il y a eu une coupure d'électricité à la Préfecture.

Au Havre : Le 6 mai, rassemblement devant la sous-préfecture du Havre, à 11h30. Une rencontre est prévue, pour réclamer un médiateur et l'arrêt des convocations pour entretien préalable à sanctions.



De nouveaux temps fort nationaux sont prévus les mardis 12 mai, devant la préfecture de Rouen, et 19 mai, ainsi que des actions plus populaires comme le rétablissement de courant dans les foyers privés d'électricité ou la coupure de courant alimentant ...les radars !

DES SALARIÉS QUI AGISSENT PARTOUT POUR L'EMPLOI, LES SALAIRES, LES CONDITIONS DE TRAVAIL



SONAS à St Nicolas d'Aliermont : Depuis le 7 mai, les salariés de l'équipementier automobile (Renault, Peugeot, Valéo) occupent leur usine, menacée de fermeture (113 salariés). Jeudi 14 mai, l'UL de Dieppe a organisé une distribution

de tracts à la population et aux commerçants de St Nicolas d'Aliermont, ainsi qu'un rassemblement sur le temps de midi, devant le site, autour d'un barbecue.

26 mai 2009, journée de mobilisations dans tout le département

Une rencontre a eu lieu entre les organisations syndicales CGT, CFDT, CFE/CGC, FO, FSU, UNSA, et Solidaires. Il est proposé d'organiser des manifestations en Seine Maritime dont les lieux pourraient être identiques aux 29 janvier et 19 mars.

Pour la manif de Rouen : il a été décidé unitairement, d'organiser une manifestation, à 10h30, cours Clémenceau, manif en ville. La manifestation se terminera, avec un rassemblement, vers midi, afin de permettre au maximum de salariés d'être présents, devant la Chambre de Commerce et d'Industrie de Rouen. De 12h à 14 h, débat unitaire, meeting, restauration devant la CCI.

Rexel à Grand Quevilly : Le 6 mai, une quarantaine de salariés de la plate-forme de Grand-Quevilly se sont donnés rendez-vous devant l'agence de Saint-Etienne-du-Rouvray, pour bloquer deux cars transportant des clients « privilégiés », à un voyage offert par la direction de REXEL, au moment où celle-ci, prévoit la fermeture du site de Grand Quevilly, avec 77 licenciements. Dans le même temps, le groupe a réalisé 231 M€ de bénéfices. Toujours plus facile, pour la direction, d'organiser un voyage, que de préserver l'emploi de ses salariés qui ont contribué à ces bénéfices.

Surveillants de prisons : Depuis le 4 mai, les surveillants de la prison « Bonne Nouvelle » de Rouen sont dans l'action, blocage de l'entrée de la prison, avec des palettes et des pneus pour empêcher toute sortie, actions diverses pour se faire entendre, etc . Les forces de l'ordre sont intervenues à plusieurs reprises pour les déloger. Leurs revendications portent sur leurs conditions de travail et l'embauche et sur des mesures salariales. L'accord entre le ministère et deux syndicats seulement est jugé très insatisfaisant, avec par exemple 351 embauches, même pas une par établissement , alors qu'il en faudrait 2500 au minimum.



RELAIS DES SALARIÉS AU PARLEMENT, DÉPUTÉS ET SÉNATEURS COMMUNISTES PASSENT À L'OFFENSIVE

A la fin du mois de mai, les députés communistes ont déposé, dans le cadre de leur "niche" parlementaire à l'assemblée, plusieurs propositions de lois visant à améliorer le sort des salariés, précaires, retraités et chômeurs qui sont durement touchés par le capitalisme en crise. Ces propositions de lois relaient les exigences portées dans les manifestations depuis des mois.

Explications.

Thierry Foucaud, Sénateur communiste de Seine-Maritime, a déposé avec le groupe communiste au Sénat une proposition de loi visant à abroger le bouclier fiscal, supprimer les stocks-options par leur taxation à 100% et à limiter les parachutes dorés à 250000€ (ce qui paraît déjà bien confortable...).

Le 28 mai dernier, les députés communistes ont déposé à l'assemblée nationale un texte permettant à l'Etat retrouver des moyens pour financer une relance efficace de l'économie et des services publics.

Des propositions de lois qui relaient les revendications des salariés

Pour cela, ils ont proposé entre autres de redéfinir la progressivité de l'impôt sur le revenu, de supprimer la loi De Robien sur l'immobilier (niche fiscale scandaleuse et sans effet), et d'encadrer les rémunérations des dirigeants d'entreprises, notamment en supprimant les stocks options.

En ce qui concerne le contrôle des aides publiques versées aux entreprises, la proposition porte sur l'instauration de dispositions contraignantes conditionnant les aides apportées. Dans la suite de la loi Hue supprimée en 2002 par la droite, les entreprises bénéficiant d'une aide seront astreintes à une obligation de résultat vérifiables en terme d'emploi, de rémunération des salariés ou encore de formation.

Le pouvoir d'achat n'est pas oublié et fait l'objet d'une proposition de loi déposée par Daniel Paul et Jean-Paul Lecoq, députés communistes de Seine-Maritime. Outre l'interdiction des licenciements économiques dans les entreprises qui font des bénéfices, ils ont également



demandé que le SMIC soit porté dès le 1er juillet à 1600€ bruts.

Les députés communistes ont également demandé l'abrogation de plusieurs lois aggravant la situation précaire des français, lois instaurés par la droite en 2007 : suppression des franchises médicales qui touchent durement les personnes fragiles, suppression des exonérations de cotisations sociales offertes au patronat instaurées depuis le vote d'une loi ironiquement baptisée «travail, emploi et pouvoir d'achat».

De plus, en prolongement des combats menés au Parlement européen par Jacky Hénin, Daniel Paul et Jean-Paul Lecoq déposeront une résolution visant à empêcher le retour par la petite porte de la tristement célèbre «directive Bolkestein» qui, si elle était pleinement appliquée, mettrait en concurrence sauvage les salariés européens.

Retrouvez l'intégralité de ces propositions de loi sur :
www.groupecommuniste.assemblee-nationale.fr

BESSON LE ZÉLÉ



Ils l'ont dit !

Brice Hortefeux
ministre du travail

« Je suis ministre du dialogue , par définition je suis pour le dialogue. Je dialogue en permanence avec les syndicats. Je suis à leur écoute, ma porte est toujours ouverte. Il y a un dialogue constructif»

Tiens, il dialogue, les syndicats ne s'en étaient pas aperçus, ou alors, il entend, mais ne fait rien, comme l'a déjà dit son chef ! en tout cas, le 26 mai, qu'il laisse sa porte ouverte, les syndicats auraient bien envie d'aller le voir, avec les salariés !

Bernard Kouchner
ministre des affaires étrangères

« Pour quelle liste voterez-vous ? »
« J'attends de voir les programmes ! » »

et le lendemain :

« Je sers la politique étrangère du président de la République, que j'estime nécessaire pour la France. Le président de la République et le Premier ministre ont clairement affirmé leur vision de l'Europe (...) celle dont s'inspire le programme présenté par Michel Barnier aux Français. C'est naturellement celle que je soutiens aujourd'hui et que je soutiendrai le 7 juin. »

ce qui est bien, c'est qu'il n'a pas eu besoin de lire les programmes, juste d'avoir un petit rappel à l'ordre!

Xavier Darcos
ministre de l'enseignement

A propos de l'université :
« il n'y aura pas de licence ès grèves, de master en pétition ou de doctorat en blocage!»

Le gouvernement, lui a déjà sa licence ès cadeaux fiscaux , son master en et son doctorat en expulsion de sans-papiers !

Christine Lagarde
Ministre de l'économie et des finances

«et pourquoi pas entraîneur du PSG?» (en démentit d'une information du quotidien allemand Die Welt selon lequel elle pourrait prendre le portefeuille de la concurrence à la commission européenne)

entraîneur, ministre, commissaire à Bruxelles, après tout elle appliquera la même chose, la méthode Coué : tout va bien madame la marquise...

Guillaume Bachelay
Conseiller général PS de Caudebec les Elbeuf

«Je propose un moratoire sur les conneries, jusqu'au 7 juin, et au-delà (le figaro du 15/05)»

En voilà une belle proposition socialiste de ce grand penseur (think tank de Fabius) socialiste. Et il y a du travail, assurément !

Un hors-série
exceptionnel

L'Humanité SPECIAL ÉLECTIONS EUROPÉENNES

Seule l'Humanité a
décrypté le projet de
constitution Européenne.
Aujourd'hui elle éclaire

les enjeux du scrutin du 7 juin

En vente dès le 14 avril

chez votre marchand de journaux,
par internet (www.humanité.fr)

ou auprès des militants communistes de votre ville
ou à la fédération 33 place de l'hôtel de ville
tel :02 35 07 89 80

Billet d'humeur

Leurs nuits blanches ne sont pas noires

Quand on a la vie facile, la moindre anicroche prend la dimension d'une tragédie humaine. Ainsi un patron retenu vingt-six heures dans son propre bureau, avec à boire, à manger, un matelas pour dormir, et trois personnes pour l'assister moralement, peut-il prétendre avoir passé l'épreuve de sa vie.

C'est un récit du genre que nous livre Marcus Kerriou, cogérant de Mojex

France, séquestré le 20 avril dernier par les salariés du site de Villemur-sur-Tarn. Dans un article publié la semaine dernière sur l'Express.fr, le dirigeant nous brise d'émotion: « Nous étions dans un flou total, sans savoir combien de temps cela allait durer », se souvient-il. « Vous êtes privé de liberté et d'intimité, et vous vous sentez de plus en plus sale », gémit-il, en qualifiant « d'infect » le matelas que les salariés lui fournissent pour se reposer. « Les Américains, abasourdis, voulaient envoyer un commando d'exfiltration. Moi, je souhaitais privilégier la médiation », raconte le

courageux, qui tient tout de même à porter plainte, car « on ne peut pas prendre les gens en otages, c'est criminel ».

Interrogé à la télévision sur ces séquestrations, le délégué CGT des Continentals, Xavier Mathieu, a bien résumé l'affaire: le visage fatigué des patrons après leur nuit blanche, c'est « celui qu'ont les salariés depuis trente ans quand ils sortent du travail de nuit à l'usine ».

Fanny Doumayrou